

La Suisse perd deux rangs au classement mondial de la liberté de la presse

Genève, le 21 avril 2020 – La Suisse arrive au 8^e rang du classement mondial de la liberté de la presse publié chaque année par Reporters sans frontières, alors qu'elle occupait le 6^e en 2019. Son score reste toutefois stable par rapport à l'année précédente. La situation de la liberté de la presse ne s'y est donc pas dégradée depuis l'an dernier, mais les progrès réalisés par deux pays du continent américain, la Jamaïque et le Costa Rica, expliquent ce résultat. A noter que le classement de RSF a été réalisé sur la base de données collectées avant la crise du coronavirus, qui a eu des répercussions dramatiques sur la situation économique des médias et sur la liberté d'informer.

La Suisse continue à figurer dans la zone « blanche », celle des pays où la liberté de la presse est la mieux respectée. Elle y côtoie les pays scandinaves, qui occupent une nouvelle fois les meilleures places, et devance notamment la Nouvelle-Zélande (9^e), le Portugal (10^e) et l'Allemagne (11^e).

Si les médias bénéficient en Suisse d'un cadre légal, d'infrastructures et d'un environnement politique et social favorable à la liberté de l'information, ils font face toutefois à une inquiétante dégradation de leur situation économique que la pandémie du coronavirus a fait tourner au désastre ces dernières semaines.

La mutation numérique, on le sait, laisse les médias exsangues dans de nombreux pays. La crise économique que subit le secteur est l'un des facteurs qui peuvent mettre en péril l'avenir du journalisme et sa capacité à offrir l'information fiable, diversifiée et indépendante dont la démocratie a besoin, en Suisse comme ailleurs.

Comme le prouvent les mesures récurrentes d'économie qui frappent de nombreux médias en Suisse, l'accélération de la concentration du secteur et la diminution de la diversité de l'offre journalistique affectent spécifiquement notre pays, en raison de l'étroitesse de ses marchés linguistiques et de la structure décentralisée du pays. Une presse régionale et locale forte et diversifiée est pourtant nécessaire pour que la démocratie, et notamment la démocratie directe, puissent s'exercer pleinement. La Suisse romande est particulièrement touchée.

Cette situation déjà préoccupante a été aggravée par la crise du coronavirus dans des proportions historiques. Indépendamment des résultats obtenus par la Suisse dans le classement, RSF Suisse condamne le refus du Conseil fédéral de débloquer une aide d'urgence aux médias pour faire face sans délai à l'effondrement des recettes publicitaires consécutive à la crise. Notre organisation demande que le Parlement examine et vote le plus rapidement possible les propositions que doit lui adresser le gouvernement pour renforcer cette aide. Elle rappelle que l'aide aux médias ne doit en rien permettre aux pouvoirs publics d'exercer la moindre influence

sur les contenus rédactionnels et l'indépendance éditoriale des médias soutenus.

Parmi les événements de l'année écoulée, RSF Suisse a eu notamment à déplorer l'agression d'un journaliste de la RTS à Genève par des individus appartenant à l'entourage du président camerounais Paul Biya, alors en séjour sur sol genevois, mais se félicite de la prompt réaction de la justice à cette agression. Notre organisation s'est aussi alarmée des actions judiciaires lancées contre des médias par des membres d'exécutifs cantonaux dans les cantons de Vaud et de Genève. RSF Suisse a également regretté la condamnation d'une journaliste par un tribunal lucernois. Cette dernière a été reconnue coupable de violation de domicile après s'être rendue dans une villa illégalement occupée par des activistes afin d'y réaliser un reportage pour le media en ligne zentralplus.ch. RSF Suisse a soutenu financièrement cette journaliste dans le procès qui lui a été intenté.
